

29 août 2018

Études supérieures :
comment étudiants et parents perçoivent les bénéfices et coûts associés ?

- Au niveau mondial, **50% des parents craignent de ne pas disposer des ressources suffisantes pour supporter le coût de l'éducation de leurs enfants** (51% pour la France) et sont 34% à recourir à l'emprunt pour financer les études supérieures d'un enfant (seulement 10% des parents français) ;
- Dans le Monde, **la grande majorité des parents (85%) financent l'éducation de leurs enfants en mettant à contribution des revenus initialement dédiés à la vie quotidienne**, sans réelle anticipation ou recours à des dispositifs de financement et de prévoyance dédiés (89% en France) ;
- **Les parents français déclarent dépenser en moyenne 10 558 USD pour les études supérieures d'un enfant (soit 40% de moins que la moyenne mondiale : 16 338 USD) à comparer aux parents chinois 21 046 USD et anglais 10 830 USD ;**
- Les parents français ne sont que 32% à considérer que la réalisation d'un cursus d'études supérieures vaut l'investissement financier consenti et sont en moyenne 47% à déclarer ne pas connaître précisément le coût global de l'éducation de leurs enfants ;
- **Seuls 26% des parents français considèrent que l'intelligence artificielle aura des conséquences positives sur la vie quotidienne de leurs enfants.** Ils sont même 39% à estimer que l'impact du digital entraînera aussi la raréfaction des opportunités professionnelles dans les années à venir.

La cinquième édition de l'étude Value of Education intitulée The Price of Success, réalisée en partenariat avec Ipsos MORI, est consacrée aux espoirs et aux ambitions que placent les parents dans l'éducation de leurs enfants et fournit un éclairage sur leurs attitudes et leurs comportements face aux perspectives de financement de leur scolarité.

Cette étude reflète l'opinion de plus de 10 000 parents et de plus de 1 500 étudiants dans 15 pays et territoires à travers le monde : Australie, Canada, Chine, France, Hong Kong, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Singapour, Taïwan, Turquie, Émirats Arabes Unis, Royaume-Uni et États-Unis.

Les résultats sont issus d'une enquête menée sur Internet dans chaque pays auprès de parents ayant au moins un enfant âgé de moins de 23 ans et auprès d'étudiants âgés de 18 à 34 ans engagés dans un cursus universitaire, à partir d'échantillons représentatifs à l'échelle nationale. Cette enquête a été conduite en mars et avril 2018.

Coût de l'éducation : la crainte de ne pas disposer des ressources nécessaires pour financer les études supérieures des enfants est largement partagée dans le monde

Au niveau mondial, les parents ayant au moins un enfant régulièrement inscrit en études supérieures consacrent en moyenne un total de 16 338 USD au financement de ce cursus. Comparativement, c'est à Hong Kong que cette moyenne, qui comprend tous les coûts liés à l'enseignement (frais de scolarité, fournitures, transport, logement), se révèle la plus élevée, les parents consacrant un total de 51 656 USD au financement des études supérieures de leur enfant.

La France compte parmi les pays où les dépenses en matière d'études supérieures sont les plus basses, les parents déclarant y consacrer en moyenne un total de 10 558 USD (environ 9000 Euros, soit 40% de moins que la moyenne mondiale) sur l'ensemble du cursus, à comparer avec la Chine 21 046 USD.

Les études supérieures ne sont pas plus coûteuses en France qu'au Royaume-Uni, les parents dépensant 10 830 USD pour le cursus de leur enfant.

Au niveau mondial, 50% des parents déclarent craindre la perspective d'une incapacité à disposer des ressources financières suffisantes pour accompagner efficacement l'éducation supérieure de leurs enfants. Les parents mexicains, turcs, et américains se situent nettement au-delà de cette moyenne, avec respectivement 72%, 68% et 59% d'entre eux manifestant une crainte similaire.

Comparativement, la France se situe en ligne avec la moyenne mondiale, avec 51% des parents exprimant la crainte d'une incapacité à disposer des ressources suffisantes pour financer l'éducation de leurs enfants dans un cycle d'études supérieures.

Paradoxalement cependant, près d'un tiers des parents déclarent ne pas connaître précisément les coûts associés aux études de leurs enfants, avec 28% de répondants au niveau mondial.

Cette tendance se révèle particulièrement significative dans les pays occidentaux, les parents britanniques et australiens étant respectivement 44% et 40% à exprimer un constat comparable. C'est toutefois la France qui se situe en tête de peloton, bien au-delà de la moyenne mondiale, avec 47% des parents déclarant ne pas être en mesure de déterminer précisément le montant global des dépenses relatives à l'éducation de leurs enfants.

Orientation et choix :

Les parents estiment avoir un droit de regard sur les décisions

À l'échelle internationale, au-delà même de l'investissement financier consenti, **les parents considèrent qu'ils sont légitimes pour exercer une influence sur les décisions relatives à l'orientation et au cursus d'études supérieures de leurs enfants.**

Toutefois, **la nature de ce droit de regard n'est pas exprimée unanimement** : si 28% des parents estiment qu'il leur appartient de prendre conjointement avec leurs enfants les décisions appropriées, 23% d'entre eux considèrent qu'il appartient prioritairement à leurs enfants de prendre la plupart des décisions, tout en souhaitant bénéficier d'un droit de regard.

A contrario, 20% des parents interrogés dans le monde estiment qu'il leur appartient de prendre l'ensemble des décisions relatives à l'orientation et au cursus d'études supérieures de leurs enfants.

L'Asie est le continent où ce sentiment est le plus fort, et ce de manière significative : ainsi, ce sont 40% des sondés en Inde qui l'évoquent, devant l'Indonésie (33%) et la Chine (32%).

Financement de l'éducation : une démarche qui n'est pas toujours anticipée, malgré un large investissement des parents

Au niveau mondial, l'écrasante majorité des parents (94%) déclarent financer l'éducation de leurs enfants et **ils sont 85% à déclarer assumer l'ensemble des coûts liés à l'enseignement en mobilisant des revenus principalement dédiés à la vie quotidienne.** En France, cette proportion s'élève à **89% des parents interrogés**, à comparer à Taïwan et à la Chine où les parents sont respectivement 94% et 95% à mettre à profit les revenus du quotidien pour financer l'éducation de leurs enfants.

À l'échelle internationale, les parents ne sont que 20% à mobiliser parallèlement des ressources financières issues de fonds spécifiques de prévoyance pour financer le cycle d'études supérieures de leurs enfants.

La France se situe très nettement en-deçà de la moyenne mondiale, avec seulement 6% des parents déclarant avoir recours à des fonds de ce type pour financer l'éducation supérieure de

leurs enfants. Cette proportion est à comparer avec le Canada et l'Indonésie où les parents sont respectivement 50% et 44% à déclarer utiliser des fonds de ce type.

La mise à contribution des revenus du quotidien comme réponse principale aux impératifs de financement de l'éducation des enfants traduit un certain manque d'anticipation et une certaine réticence à recourir à l'emprunt.

Dans le monde, un tiers des parents (34%) ayant un enfant régulièrement inscrit en cycle d'études supérieures déclarent s'endetter pour financer ce cursus. Comparativement, **les parents français ne sont que 10% dans cette situation**, ce qui fait de la France le pays où le recours à l'emprunt est le moins fréquent dès lors qu'il s'agit de financer ces études.

Dans le monde, le manque d'anticipation observable en matière de financement de l'éducation n'implique pas pour autant un désinvestissement émotionnel des parents, bien au contraire. **Ainsi, au niveau mondial, la capacité des parents à se sacrifier pour accompagner efficacement l'éducation de leurs enfants reste largement partagée.** Ces sacrifices concernent principalement la raréfaction ou l'abandon des loisirs (53%), la moindre fréquence des congés (49%) et l'abandon des hobbies personnels (40%). **Sur chacun de ces trois critères, la France se situe toutefois en-deçà de la moyenne mondiale, avec des proportions respectivement égales à 45%, 26% et 37%.**

Recours à des « jobs étudiants »

Les étudiants français sont 69% à déclarer travailler pendant leurs études supérieures (89% en moyenne dans le Monde). **Les étudiants américains sont eux 85%**, les étudiants chinois 94% et anglais 79%.

Par ailleurs, les étudiants français sont 38% à déclarer effectuer du bénévolat ou du volontariat pendant leurs études (64% en moyenne dans le Monde). Les étudiants chinois sont eux 88%, les étudiants américains 66% et anglais 47%.

Avenir professionnel : parents et étudiants considèrent majoritairement l'accès à l'éducation et à l'université comme les gages d'un avenir meilleur

Au niveau mondial, les parents sont 69% à considérer que la réalisation d'un cursus d'études supérieures par leurs enfants vaut l'investissement financier consenti. La France se situe en queue de peloton, avec seulement 32% des parents interrogés exprimant un positionnement similaire. Comparativement, c'est en Inde (85%), au Mexique (87%) et en Chine (90%) que les parents sont les plus enclins à considérer l'accès aux études supérieures comme la promesse d'un avenir positif pour leurs enfants.

Dans le monde, les étudiants expriment globalement un positionnement comparable et sont 71% à considérer la réalisation d'un cursus d'études supérieures comme un investissement financier « rentable ». Parmi les arguments les plus couramment exprimés à l'appui de cette affirmation figurent la facilité à trouver un premier emploi (59%), le fait de bénéficier de meilleures opportunités professionnelles dans le temps (53%) et la possibilité de vivre des expériences humaines enrichissantes (40%). **Sur chacun de ces trois arguments, la France se situe en-dessous de la moyenne mondiale, les étudiants français étant respectivement 50%, 44% et 29% à valoriser des arguments similaires.**

Les parents français estiment, dans leur grande majorité, que le digital et l'intelligence artificielle auront plutôt des conséquences négatives sur la vie quotidienne de leurs enfants et réduiront leurs opportunités professionnelles.

À l'échelle internationale, les parents sont 39% à considérer que le digital et l'intelligence artificielle se traduiront par des conséquences positives sur la vie quotidienne de leurs enfants. Les parents français ne sont que 26% à y voir du positif pour leurs enfants au même titre que les parents du Royaume-Uni (25%), de l'Australie (27%) ou du Canada (27%). A contrario, les parents des pays d'Asie, tels que Taïwan (48%), l'Inde (57%) ou encore la Chine (71%) sont plus positifs.

Dans le même temps, 49% des parents dans le monde estiment que dans les années à venir, leurs enfants se trouveront confrontés à la raréfaction des opportunités professionnelles, du fait de l'impact de l'intelligence artificielle et de la robotique. C'est à Singapour (49%), en Inde (47%) et en Malaisie (47%) que cette crainte est la plus couramment exprimée. Comparativement, les parents français ne sont que 39% dans cette situation.

Contact presse : Sophie RICORD – 01 40 70 33 05 – sophie.ricord@hsbc.fr

HSBC en France

HSBC France est une filiale du Groupe HSBC. Le siège de HSBC France est situé à Paris. Avec environ 320 points de vente sur le territoire national et près de 9500 collaborateurs, HSBC en France développe des activités de banque universelle auprès de clientèles de particuliers et d'entreprises.

Le Groupe HSBC

HSBC Holdings plc, maison-mère du Groupe HSBC a son siège situé à Londres. Le Groupe sert des clients dans le monde entier au travers de 3800 implantations réparties dans 66 pays et territoires en Europe, Asie, Amérique du Nord et latine, au Moyen-Orient et Afrique du Nord. Avec 2 607 milliards USD d'actifs au 30 juin 2018, HSBC est l'un des premiers groupes de services bancaires et financiers au monde.